

BACCALAURÉAT GÉNÉRAL

SESSION 2012

SCIENCES ÉCONOMIQUES ET SOCIALES

Série : **ES**

DURÉE DE L'ÉPREUVE : 4 heures

COEFFICIENT : 7

L'usage de la calculatrice est strictement interdit.

Le candidat traitera au choix soit la dissertation, soit la question de synthèse étayée par un travail préparatoire.

Ce sujet comporte 8 pages numérotées de 1/8 à 8/8.
Dès que ce sujet vous est remis, assurez-vous qu'il est complet.

Dissertation appuyée sur un dossier documentaire

Il est demandé au candidat :

- de répondre à la question posée explicitement ou implicitement dans le sujet ;
- de construire une argumentation à partir d'une problématique qu'il devra élaborer ;
- de mobiliser des connaissances et des informations pertinentes pour traiter le sujet, notamment celles figurant dans le dossier ;
- de rédiger en utilisant un vocabulaire économique et social spécifique et approprié à la question, en organisant le développement sous la forme d'un plan cohérent qui ménage l'équilibre des parties.

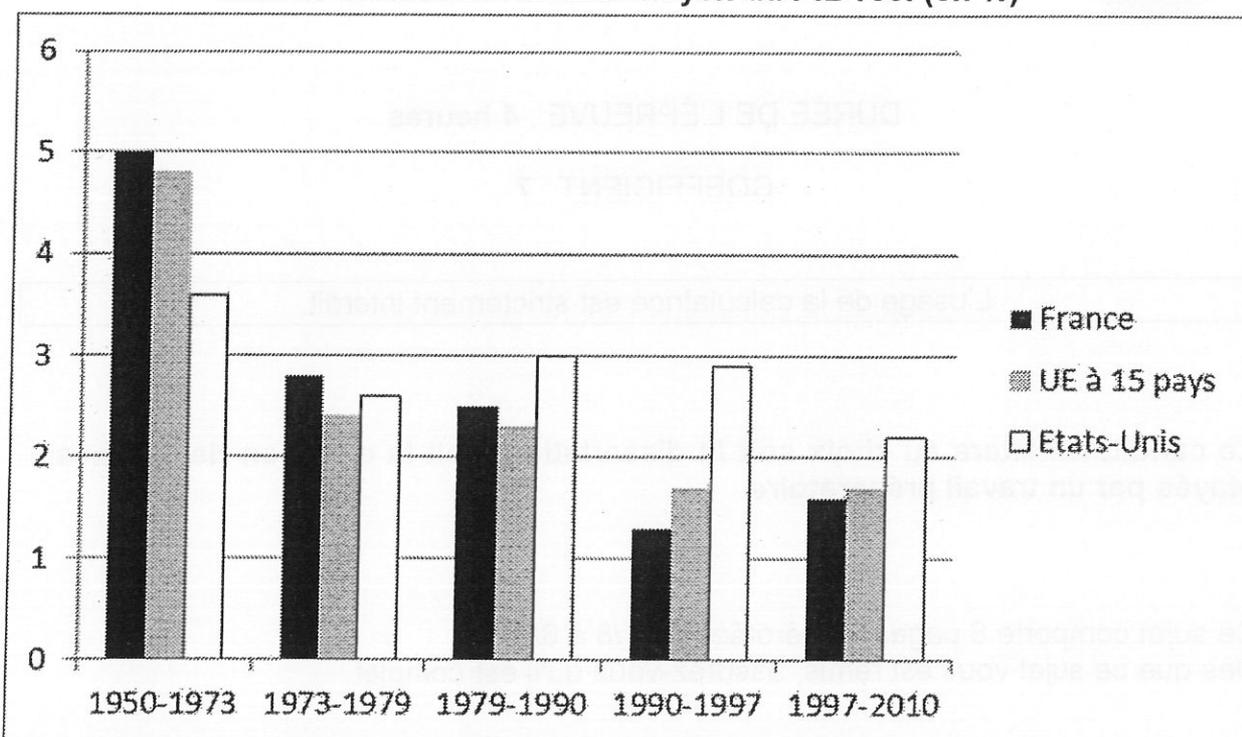
Il sera tenu compte, dans la notation, de la clarté de l'expression et du soin apporté à la présentation.

SUJET

Dans quelle mesure la croissance est-elle souhaitable au sein des pays développés ?

DOCUMENT 1

Taux de croissance annuel moyen du PIB réel (en %)



Source : D'après Eurostat, www.eurostat.fr et *L'économie française 2010*, Collection Repères, La Découverte, 2009.

Note : « UE à 15 pays » : correspond à l'ensemble des pays qui appartenaient à l'Union européenne entre 1995 et 2004.

DOCUMENT 2

Si la croissance est le mécanisme qui permet de produire à moindre coût des biens donnés, ou de créer des biens nouveaux qui améliorent la vie humaine, elle apparaît davantage comme la solution que le problème. Encore faut-il qu'elle soit dirigée sur un sentier socialement utile plutôt que futile. Or l'un des malentendus sur la croissance moderne est le suivant : elle améliore constamment la productivité industrielle, ce qui réduit le nombre d'heures nécessaires à la production d'objets, et par conséquent leurs prix. Mais le volume d'objets ne décroît nullement. Leur prix est plus faible, ce faisant, leur nombre continue d'augmenter à des rythmes rapides. Le prix toujours réduit explique l'essor d'une « économie du jetable ». On avait jadis une montre pour toute sa vie. [...] Or « cette économie du jetable est sur une trajectoire de collision frontale avec les limites géologiques de la planète ». [...] Un premier axe d'action pour endiguer cette crise est de taxer les pollueurs, à travers une taxe carbone notamment pour ce qui concerne la lutte contre le réchauffement. [...] Une autre priorité est de supprimer les subventions en faveur d'activités destructrices de l'environnement, telles que la surexploitation des nappes phréatiques⁽¹⁾ [...].

Source : Daniel COHEN, *La prospérité du vice*, Albin Michel, 2009.

⁽¹⁾ Nappe phréatique : masse d'eau contenue dans les fissures du sous-sol.

DOCUMENT 3

La superficie forestière mondiale

	1990	2000	2010	1990-2000 (variation annuelle en %)	2000-2010 (variation annuelle en %)
Superficie (en milliers d'hectares)	4 168 399	4 085 063	4 032 905	-0,20	-0,13
Superficie (en % du territoire)	32,1	31,4	31,1		

Source : Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, *Situation des forêts du monde*, 2011 et Banque Mondiale, *Indicateurs statistiques*.

DOCUMENT 4

Quelle que soit la nature du chômage, sa réduction implique une croissance plus forte pendant un certain temps. Nos estimations montrent que, si l'on se donne comme objectif de revenir, en cinq ans, à un taux de chômage de 7,5 %, la croissance requise serait d'environ 3,6-3,8 % par an. (Un taux de croissance supérieur à 4 % serait nécessaire, si l'on se donnait un objectif de retour du taux de chômage à 5 %.) Ces chiffres ne sont que des ordres de grandeur. Ils sont même peut-être sous-estimés ; mais leur message est clair. Un taux de croissance élevé pendant plusieurs années consécutives est nécessaire si l'on veut vraiment résoudre le problème du chômage.

Source : Olivier BLANCHARD, Jean-Paul FITOUSSI, « Croissance et chômage », *Rapport du Conseil d'analyse économique*, n°4, La Documentation française, 1998.

DOCUMENT 5

L'expérience des pays développés a montré que l'enrichissement des populations s'est accompagné de la demande d'un environnement plus sain, ce qui a conduit à un renforcement des normes et à une amélioration de la qualité de l'environnement dans certains domaines [...]. Ce constat a conduit à formuler l'hypothèse suivante : la croissance serait nocive pour l'environnement dans les premiers stades du développement ; puis, au-delà d'un certain seuil de revenu par habitant, la croissance entraînerait une amélioration de la qualité de l'environnement. [...]

Il s'agit là d'une hypothèse très plausible : à l'évidence, pour les individus les plus pauvres, la tâche de se nourrir, se loger, se vêtir, ne laisse guère de place à d'autres préoccupations. [...] L'élévation du revenu s'accompagnerait donc d'exigences « citoyennes » nouvelles. De plus, la croissance du PIB permet de dégager plus facilement des ressources pour financer les politiques environnementales. Pour les individus comme pour les nations, il est sans doute plus facile de sacrifier une partie de sa consommation pour protéger l'environnement lorsque les revenus sont élevés.

Source : Serge LEPELTIER, « Mondialisation, une chance pour l'environnement ? », *Rapport d'information du Sénat*, n°233, 2004.

DOCUMENT 6

Données économiques, empreinte écologique⁽¹⁾ et émissions de dioxyde de carbone⁽²⁾ pour quelques pays

Pays	Valeur de l'IDH en 2010	Classement selon l'IDH en 2010	PIB par habitant en 2008 (en dollars, en PPA ⁽³⁾)	Empreinte écologique de consommation en 2006 (hectares par habitant)	Emissions de dioxyde de carbone par habitant (tonnes)	
					1990	2006
Norvège	0,938	1	58 714	4,2	7,4	8,6
Etats-Unis	0,902	4	46 350	9,0	19,0	19,0
Japon	0,884	11	34 129	4,1	9,5	10,1
France	0,872	14	33 058	4,6	7,0	6,2
Espagne	0,863	20	31 674	5,6	5,9	8,0
Royaume-Uni	0,849	26	35 468	6,1	10	9,4

Source : D'après le Programme des Nations Unies pour le développement, « Indicateurs internationaux et de développement humain » et *Rapport sur le développement humain*, 2010.

⁽¹⁾ Mesure en hectares de la superficie nécessaire pour pourvoir aux besoins d'une population humaine de taille donnée et absorber ses déchets.

⁽²⁾ Le dioxyde de carbone est un gaz à « effet de serre » contribuant au réchauffement climatique.

⁽³⁾ PPA : parité de pouvoir d'achat, mode de calcul permettant les comparaisons internationales.

Question de synthèse étayée par un travail préparatoire

Il est demandé au candidat :

1. de conduire le travail préparatoire qui fournit des éléments devant être utilisés dans la synthèse.
2. de répondre à la question de synthèse :
 - par une argumentation assortie d'une réflexion critique, répondant à la problématique donnée dans l'intitulé,
 - en faisant appel à ses connaissances personnelles,
 - en composant une introduction, un développement, une conclusion pour une longueur de l'ordre de trois pages.

Ces deux parties sont d'égale importance pour la notation.

Il sera tenu compte, dans la notation, de la clarté de l'expression et du soin apporté à la présentation.

THÈME DU PROGRAMME : Stratification sociale et inégalités

I – TRAVAIL PRÉPARATOIRE (10 points)

Vous répondrez à chacune des questions en une dizaine de lignes maximum.

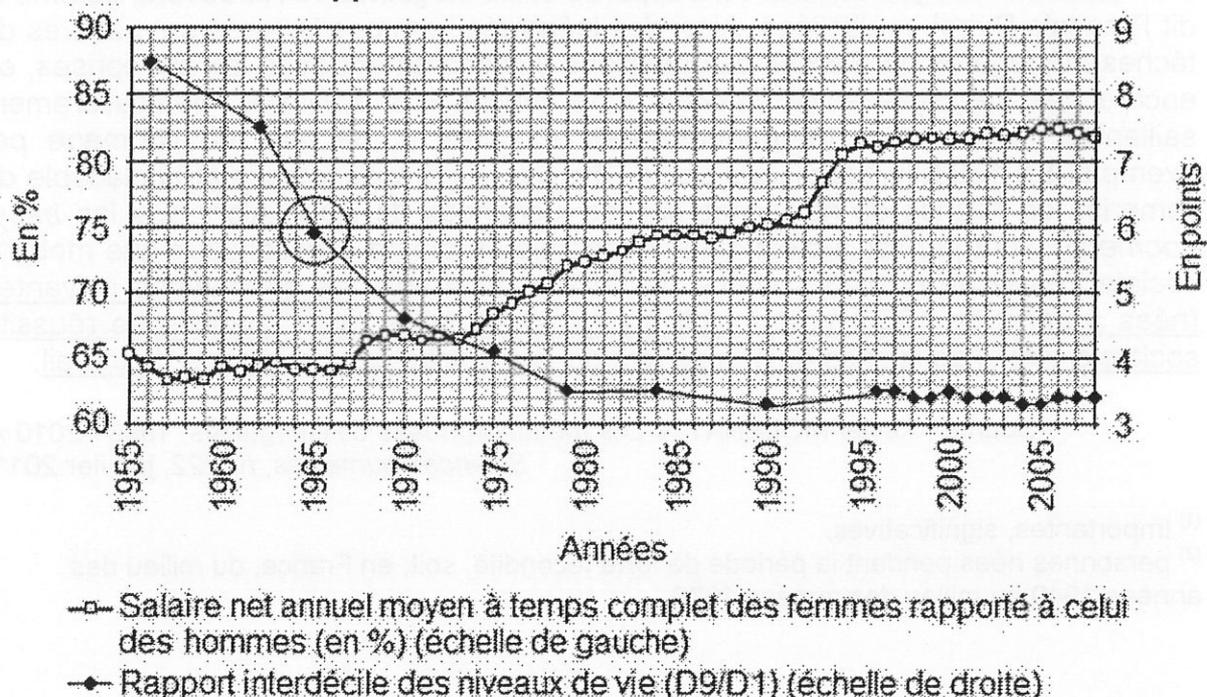
- 1) Donnez la signification de la valeur entourée. **(Document 1)** (1 point)
- 2) En vous appuyant sur des données chiffrées, montrez quelles sont les évolutions des inégalités mises en évidence dans le **document 1**. (2 points)
- 3) Comment expliquer l'augmentation des inégalités de patrimoine ? **(Document 2)** (1 point)
- 4) Comment l'État a-t-il pu permettre la réduction des inégalités de revenu ? **(Document 2)** (1 point)
- 5) Expliquez la persistance des inégalités entre les hommes et les femmes. **(Documents 1 et 3)** (2 points)
- 6) Expliquez le passage souligné. **(Document 3)** (1 point)
- 7) En vous appuyant sur des données chiffrées, montrez que la démocratisation scolaire est imparfaite. **(Document 4)** (2 points)

II – QUESTION DE SYNTHÈSE (10 points)

Après avoir expliqué la tendance à la réduction des inégalités en France, vous montrerez que ce processus est aujourd'hui remis en cause.

DOCUMENT 1

Évolution du salaire à temps plein⁽¹⁾ des femmes rapporté à celui des hommes et évolution du rapport inter-déciles des niveaux de vie⁽²⁾ en France



⁽¹⁾ Champ : salariés à temps complet des entreprises du secteur privé et semi-public (y compris les apprentis et stagiaires) en France métropolitaine.

⁽²⁾ Le niveau de vie est le revenu disponible du ménage tenant compte de sa composition.

Sources : Insee, DADS pour l'ensemble des données, sauf estimations de Louis CHAUVEL pour l'évolution du rapport inter-décile jusqu'à 1970 (*Les classes moyennes à la dérive*, Le Seuil, 2006).

DOCUMENT 2

L'impact du SMIC⁽¹⁾ dans la détermination des salaires s'est accru car il représente une fraction croissante des salaires du secteur privé (de 11 % en 1987 à 14 % en 2000). [...]

Toutefois, si l'écart ne s'est pas accru par le bas, il aurait tendance à s'élargir par le haut à partir de la fin des années 90, avec la forte croissance des très hauts salaires. [...]

Le problème fondamental de l'inégale répartition du patrimoine est qu'il s'agit d'un phénomène autocumulatif⁽²⁾ en raison des revenus tirés du patrimoine. [...] Or, le patrimoine de rapport⁽³⁾ prend une importance croissante au fur et à mesure que l'on s'élève dans l'échelle des revenus et des patrimoines. [...]

En prélevant une partie des richesses *via* l'impôt et les différents prélèvements sociaux, l'État ne vise pas seulement à financer ses dépenses, mais il cherche à rééquilibrer une distribution inégale des richesses et des revenus d'activité. [...] De ce fait, le système redistributif français réduit en 1996 la moitié de l'écart inter-décile contre le tiers en 1975.

Source : Benoît FERRANDON, « Inégalités économiques, état des lieux », *Cahiers français*, n°311, 2002.

⁽¹⁾ Salaire minimum interprofessionnel de croissance.

⁽²⁾ Phénomène qui s'entretient et s'accroît de lui-même.

⁽³⁾ Patrimoine destiné à produire des revenus (loyers, intérêts, dividendes...).

DOCUMENT 3

De nouveaux clivages sociaux sont apparus et les inégalités se retrouvent, comme le dit François Dubet, multipliées. Ainsi des inégalités hommes/femmes en matières de tâches ménagères ou d'accès aux positions d'encadrement dans les entreprises, ou encore des inégalités entre Français « de souche » et immigrés, particulièrement saillantes⁽¹⁾ en matière de performances scolaires et de taux de chômage par exemple. En 1998, le sociologue Louis Chauvel [...] dresse le constat implacable de l'emprise de l'année de naissance sur les « chances de vie ». Alors que les *baby-boomers*⁽²⁾ vont profiter à plein d'une économie en pleine croissance, d'une mobilité sociale très facile et d'un système de retraite généreux, les générations suivantes (nées à partir de 1950) voient petit à petit s'amenuiser leurs chances de réussite sociale à cause de la crise qui frappe lors de leur entrée dans le monde du travail.

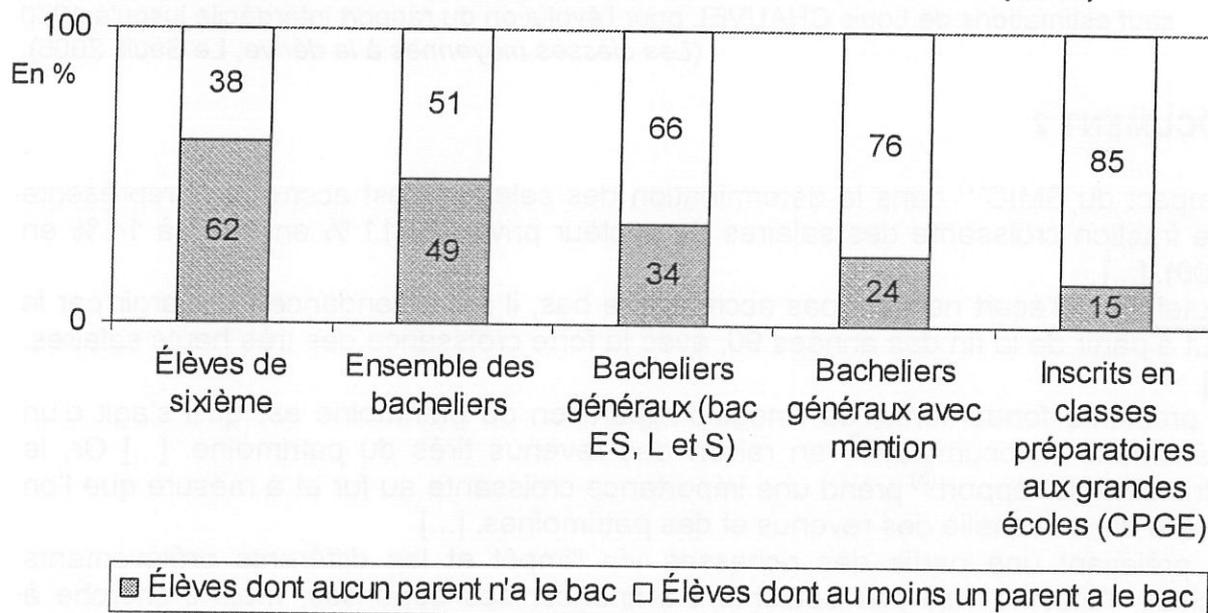
Source : Xavier MOLÉNAT, « Les métamorphoses des inégalités, 1990 / 2010 », *Sciences humaines*, n° 222, janvier 2011.

⁽¹⁾ importantes, significatives.

⁽²⁾ personnes nées pendant la période de forte fécondité, soit, en France, du milieu des années 1940 au milieu des années 1970.

DOCUMENT 4

De la sixième aux classes préparatoires, répartition des élèves selon que l'un au moins de leurs parents détient ou non le baccalauréat (en %)



Champ : France métropolitaine, élèves du second degré entrés en sixième en 1995.

Source : INSEE, *France, Portrait social*, Edition 2009.

Clé de lecture : 62 % des élèves entrés en sixième en 1995 n'avaient aucun parent bachelier. Parmi les bacheliers généraux, entrés en sixième en 1995, 49 % n'avaient aucun parent bachelier.